ISSN 0024-76

ARC

A propos de la rafle du Vel' d'Hiv'

Mitterrand, Giscard... et les autres... COMPLICITÉ D'ÉTAT

Conférence sur le SIDA

DE L'ARGENT POUR LA RECHERCHE MAIS GUÈRE POUR LES MALADES

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 256 - 24 juillet 1992 - prix : 9 F

Gamma

M6189 - 1256 - 9,00 F

UNEDIC : LES SALARIÉS PAIERONT PLUS POUR QUE LES CHÔMEURS TOUCHENT MOINS

UNEDIC

LES SALARIÉS PAIERONT PLUS...

Les sales coups contre les travailleurs, c'est bien connu, se font pendant leurs vacances. Cette année n'a pas failli à la tradition.

Et là, ils y ont été fort. Pendant que les salariés vont cotiser plus aux caisses chômage, les chômeurs, eux, vont toucher moins. On ne déshabille plus Pierre pour habiller Paul : on les dépouille tous les deux.

Sous prétexte de combler le "trou" de l'UNEDIC, dès le 1er août pour les nouveaux chômeurs, dans les mois qui suivent pour les anciens, la durée comme le montant de l'indemnisation vont être réduits. Surtout pour les plus jeunes, ceux qui galèrent de petits boulots en périodes de chômage. Mais c'est vrai pour la plupart. Sans oublier les économies mesquines, mais qui ne sont pas sans conséquence sur la maigre allocation du chômeur : ouverture des droits 7 jours et non plus 3 après la rupture du contrat, cotisation à la retraite complémentaire portée de 2 à 3 % sur une partie de l'allocation chômage.

Dès le 1er août aussi, la cotisation sur les salaires est augmentée de 0,4 %. Ceux du moins qui sont sous le plafond de la Sécurité sociale. Car, malgré le beau principe de la solidarité qui préside à l'institution de l'UNEDIC, les plus hauts salaires... versent proportionnellement beaucoup moins pour les chômeurs. Quant à ceux qui s'enrichissent avec les jetons de présence des Conseils d'administration, les plus-values réalisées en Bourse ou les dividendes des actions, eux, ne déboursent pas un centime. Car il n'y a que la masse des petits et moyens salaires qui paient. Pas un sou ne vient des bourgeois, c'est-à-dire de ceux qui ont le plus d'argent.

Les entreprises, elles, voient aussi leurs cotisations augmenter de 0,4 %. Exactement le même montant que celui payé par les salariés.

C'est pourtant les patrons qui ont créé les trois millions de chômeurs actuels. En licenciant sans scrupule ni état d'âme. Ou alors en réduisant l'emploi par les départs dits "naturels", sans embaucher. Ce qui en revient aussi à créer des chômeurs.

Ce qui ne veut pas dire que la production a baissé. Elle est toujours globalement à la hausse. Cela veut dire que la productivité s'accroît toujours plus.

Ce qui ne veut pas dire non plus que les profits ont diminué. Eux aussi sont globalement en hausse.

Ah, la belle société : une partie de plus en plus grande des salariés jetés à la rue avec des secours de plus en plus maigres, et peut-être bientôt plus de secours du tout, pendant que les autres voient réduire leurs salaires, sous prétexte de secourir les premiers, mais leur travail s'intensifier. Et grâce à cette intensification du travail, les riches, les capitalistes sont de plus en plus riches, mais réduisent quand même leurs aumônes pour ceux qu'ils jettent à la rue.

Et il y a des soi-disant dirigeants syndicalistes pour signer un accord qui entérine un peu plus cet état de chose, comme les représentants de la CFTC et de la CFDT.

Mais les travailleurs ne sont en rien liés par les accords signés par ces gens-là.

Leur assurance-chômage c'est seulement notre chômage assuré, mais avec une indemnité réduite... à zéro peut-être demain.

La solution, elle est dans le bon vieux programme du mouvement ouvrier : faire payer les

... POUR QUE LES CHÔMEURS TOUCHENT MOINS

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

riches et les capitalistes et surtout partager le travail entre tous. Cela signifie ne respecter ni les propriétés ni les coffres-forts de ceux qui ne respectent ni notre vie ni notre travail.

En nous portant à tous, chômeurs et travailleurs, un même coup, les patrons prétendent nous inciter à la solidarité. Alors pratiquons-la ! Contre eux.

Accord sur le financement de l'UNEDIC :

Reglain/Gamma

Réunion de l'UNEDIC, le 15 juin 1992, sur l'assurance chômage, dans les locaux du CNPF.

UNE INFAMIE !

L'accord négocié entre représentants syndicaux et patronaux concernant le financement de l'UNEDIC a reçu l'approbation du CNPF, ce qui n'est pas une surprise car il n'y trouve que des avantages, et par une partie des syndicats qui participaient à cette négociation, la CFDT, la CFTC et la CGC, ce qui n'est guère surprenant non plus. La CGT dénonçait l'accord, ainsi que FO qui, après avoir hésité pendant 24 heures, a elle aussi refusé sa signature, en réclamant qu'il soit renégocié, ce qu'elle n'a pratiquement aucune chance d'obtenir.

C'est en 1958 qu'a été créée l'UNEDIC, l'Union Nationale Interprofessionnelle pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce. Calquée sur le modèle des caisses complémentaires, gérée par un conseil d'administration où siègent les représentants du patronat et des syndicats, l'UNEDIC est le payeur unique des allocations chômage et des préretraites. Ses ressources proviennent des cotisations sur le salaire brut d'une part, une partie à charge du salarié, l'autre de son employeur, et des subventions de l'Etat d'autre part.

Quand, en 1958, l'UNEDIC a été créée, c'était le "plein emploi". Il y avait très peu de chômeurs et ceux-ci le restaient peu de temps. La mise sur pied d'une assurance chômage permettait à la bourgeoisie de mettre, à peu de frais, de l'huile dans les rouages de son système. La cotisation instituée était de 1 % sur le salaire brut, 0,8 % pour l'employeur et 0,2 % pour le salarié, donc un rapport 1/5-4/5 entre salarié et patron dans le financement de l'UNEDIC. En 1959, il y avait en tout et pour tout 25 000 chômeurs indemnisés. L'UNEDIC étant excédendaire, du coup la cotisation a même diminué pendant plusieurs années.

Mais l'augmentation massive du chômage à partir de 1974 réduisit le nombre de salariés en activité, et donc de cotisants, et augmenta d'autre part le nombre de chômeurs à indemniser. Face à cela la politique de tous les gouvernements, de droite comme de gauche, en matière d'indemnisation du chômage fut à la fois de faire basculer sur les travailleurs encore en activité l'essentiel de la facture et, d'autre part, de diminuer le nombre, le niveau et la durée d'indemnisation des travailleurs privés d'emploi.

En 1974, la cotisation (employeur + salarié) était encore de 0,8 % du salaire brut. En 1976, elle passait à 2,4 %, en 1979 à 3,6 %, en 1982 à 4,8 %, en 1984 à 5,8 % et elle grimpe jusqu'à 6,7 % aujourd'hui. Avec le nouveau relèvement prévu dans la dernière convention UNEDIC, elle sera de 7,5 %. Il s'agit donc d'une augmentation ininterrompue des cotisations. Mais l'augmentation de la part des salariés dans le financement est en réalité plus grande. En effet, si le salarié en 1974 ne payait que le 1/5ème de la cotisation, il en paie aujourd'hui plus du tiers. La nouvelle augmentation de 0,8 %, 0,4 % pour le salarié et 0,4 % pour son patron, loin d'être "équilibrée", fait peser encore davantage le poids de l'indemnisation sur le dos des travailleurs.

Parallèlement l'Etat, c'est-à-dire l'argent des contribuables, ne finançait que 20 % des ressources de l'UNEDIC en 1974. En 1982 il en finançait déjà 44 %. Cela signifie que les patrons, ceux-là mêmes qui ont fermé leurs usines pour investir dans des activités plus lucratives (mais pas forcément utiles), ont réussi à faire payer par les travailleurs et la collectivité l'essentiel du gâchis économique et humain qu'ils ont provoqué.

L'autre conséquence de l'augmentation massive du chômage a été la chute brutale du niveau de vie des chômeurs. Dès 1979, le gouvernement réduisit les allocations chômage pour licen ment économique. En 1 Pierre Bérégovoy, a ministre des Affa sociales, a promulgué décret qui limitait la d d'indemnisation proport nellement à la durée d'af tion, instaurait les "délai carence", qui faisaient pe 3 jours d'indemnité à ch nouveau chômeur, et te compte des congés payés réduit le montant des d rentes allocations versé instauré la cotisation de d'assurance maladie pou chômeurs et de 2 % pou préretraités.

Le gouvernement es tisfait car ce décret pe d'économiser près de 10 liards de francs. Mais l sultat est dramatique pou dizaines de milliers de meurs. Dès 1983, le no d'allocataires radiés avoir atteint la durée demnisation maximale s'établissait aux alentou 2 000 par mois avant l cret, s'élève à plus de 3(par mois. En un an, le bre de chômeurs indem est réduit de 287 000, que le chômage, lui, cor d'augmenter. En 1983, de la moitié des chôn inscrits à l'ANPE ne chaient aucune allocatio

C'est par ce biais-là que la bourgeoisie a payer à la classe ouvri poids du chômage. quand, dans une famil mari ou la femme c enfant se retrouve au ch ge sans indemnités, ce les revenus du ménag sont amputés. La bais pouvoir d'achat due au mage n'apparaît dans a statistique, mais des cen de milliers de far ouvrières la vivent quot nement.

LA GRÈVE DES INTERMITTENTS DU SPECTACLE

Le 16 juillet, toutes les représentations du festival "in" d'Avignon ont été annulées, suite à un appel à la grève lancé par la fédération CGT du spectacle, rejointe par FO et des coordinations d'intermittents du spectacle.

Ceux-ci sont en lutte pour le maintien de leur système d'indemnisation du chômage, qui est aujourd'hui une des cibles du gouvernement et fournit périodiquement le thème de campagnes visant à attribuer le déficit de l'assurance chômage à ceux qui en profiteraient indûment, entre autres les artistes.

Mais le plus grand nombre de ceux qui en bénéficient n'est pas composé de vedettes au gros cachet, mais justement d'intermittents qui vont d'un spectacle à l'autre et n'ont que des embauches très précaires. Et même s'ils ne sont pas les seuls, dans une période où la précarité de l'emploi se généralise, ils estiment à juste titre que ce n'est pas une raison pour ramener en arrière leur propre régime d'indemnisation.

Il se trouve pourtant là aussi un "syndicaliste" comme le secrétaire général de la CFDT, Kaspar, dans une lettre au *Monde*, pour décla que les intermitte du spectacle ne p vent rester *"à l'éc de l'effort commu* c'est-à-dire qu devraient de l plein gré accep d'être moins inden sés. A défaut de s prendre au patro pour l'obliger à pa au moins les frais chômage qu'il pro que, un Kaspar pouvait rater ce là...

A propos de la rafle du Vel' d'Hiv'

Mitterrand, Giscard... et les autres...
COMPLICITÉ D'ÉTAT

A l'occasion du 50e anniver-ire de la rafle du Vel' d'Hiv', urnalistes et politiciens, asso-ations diverses, ont beaucoup scuté de savoir si "la France" ait complice des crimes ra-stes de l'époque.

Pour Mitterrand, Valéry scard d'Estaing et quelques tres, "la France" doit dire que est un crime, mais ne doit pas en sentir responsable, car le sponsable serait l'Etat français Pétain et non la République.

Pendant l'Occupation, la publique était incarnée, selon x, par la "France libre" et non r celle de Vichy.

L'hypocrisie de cette argu-ntation, c'est d'abord que le gime de Pétain est directement u de la IIIe République. Cela t légalement puisque c'est la ambre des Députés élue en n 1936, celle dite de "Front pulaire", qui remit en juillet 40 les pleins pouvoirs à ain, à l'exception des députés mmunistes déchus de leur ndat, par 569 "oui", 80 "non" 17 abstentions, la majorité des outés socialistes et radicaux ant pour, avec ceux de droite.

Mais surtout, l'hypocrisie ncipale réside dans le fait que Gaulle, en juillet-août 1944, vait aucun moyen de gouver-, dans cette France où s'af-ntaient encore les troupes al-s et les troupes allemandes. de police, à peine d'armée, d'administration, pas de pré-, pas de juges, pas de hauts ctionnaires, pas même d'ad-nistrateurs des sociétés natio-es ou des sociétés privées. tout le monde se terrait par nte de l'avenir.

En effet, l'immense majorité tous ces gens avait fait partie l'Etat français de Pétain et, à eure de la Libération, les mes politiques de l'époque, Gaulle, les dirigeants du Parti mmuniste, ceux du Parti ialiste, les hommes du centre me Mitterrand ou d'autres rsonne à l'époque ne se di-de droite - tous résistants n sûr, n'avaient le choix ntre s'appuyer sur des forces ves, c'est-à-dire faire appel à opulation pour gouverner, r écarter du haut en bas tous qui avaient suivi le régime Pétain, ou bien blanchir tout nonde, en ne sacrifiant que qui avaient eu la bêtise de ettre un peu trop en avant de

ARC

Une rafle, opérée par la police française, en 1941.

ARC

Maurice Papon, préfet de police... Ici en 1966 sous De Gaulle.

façon trop visible, ou qui avaient eu le tort de se faire prendre dans ces journées-là. Et c'est ainsi que la IVe République française s'est construite, au moyen de l'Etat français de Pétain, qui était d'ailleurs celui de la IIIe République.

La presse discute des responsabilités d'un Touvier ou d'un Papon et même, hypocritement, y ajoute celle des employés de la TCRP qui conduisaient les autobus parisiens lors de la rafle du Vel' d'Hiv', sans parler de la police française, des exécutants de cette rafle. Mais tous les préfets, les responsables des grands départements ministériels, que les émissaires de De Gaulle ont contactés, pendant toute cette période, pour leur décerner des brevets de résistants et de patriotes et leur demander de proclamer leur allégeance au nouveau régime ? Tous ceux-là, on n'en parle pas. L'immense majorité des juges sont restés en place, pour ne donner que cet exemple. Le corps des officiers, qu'ils aient été résistants de la première ou de la dernière heure, les présidents d'entreprises, de trusts, de banques qui, d'une façon ou d'une autre, avaient collaboré avec le régime de Vichy, n'ont pas été inquiétés, à part Louis Renault ou un ou deux autres.

De tout cela, non seulement le Parti Socialiste, mais le Parti Communiste français sont complices. Ils ont contribué à remettre en place et à cautionner l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, qui en avait bien besoin car, dans cette époque troublée, personne ne savait ce qui allait arriver. Et tous ces gens-là, haut placés, craignaient fort le vide, la vacance du pouvoir entre le départ des troupes allemandes et l'arrivée des troupes américaines. Lesquelles troupes d'ailleurs ne pouvaient pas exercer directement le pouvoir, car il fallait à la bourgeoisie française son propre Etat et son propre gouvernement.

De plus, ajoutons que les crimes racistes ne sont pas les seuls crimes du régime de Vichy. Il y a eu toute l'oppression de l'époque sur l'ensemble de la population. Des répressions dans les usines et la surexploitation. La misère organisée pour toute la population, misère imposée et garantie par la police et les tribunaux. Le travail forcé en Allemagne, voire la prison en France, pour ceux des travailleurs qui ne l'étaient pas assez.

Oui ce blanchiment, cette continuité a été couverte, plus particulièrement entre juillet et décembre 1944 par De Gaulle, Mitterrand, Maurice Thorez et bien d'autres.

Conférence d'Amsterdam sur le SIDA

DE L'ARGENT POUR LA RECHERCHE MAIS GUÈRE POUR LES MALADES

A Amsterdam, s'est tenue une conférence internationale sur le SIDA, la 8e du genre.

Dans l'atmosphère de grande foire-exposition commerciale qui entoure ce genre de manifestation où les grands laboratoires pharmaceutiques ont des stands payants - façon de sponsoriser le congrès - pour expliquer combien ils font d'efforts louables pour la santé publique et où on retrouve d'autres stands du genre "Guérissez le SIDA par la médecine traditionnelle chinoise", rien de bien neuf ni dans les amphithéâtres ni dans les communications.

Les progrès considérables du nombre des malades - de 100 000 cas en 1981 on en serait aujourd'hui à 13 millions - n'ont rien de vraiment étonnant dans le cas d'une maladie contagieuse contre laquelle on ne possède aucun traitement ni aucune vaccination, et où la seule prévention est d'ordre individuel (bien que dans un pays sous-développé le prix d'un préservatif soit inabordable pour la majeure partie de la population).

L'Afrique est le continent le plus touché et l'Asie la dépassera probablement dans les prochaines années.

Au niveau de la recherche, ce ne sont sans doute pas les investissements qui manquent car l'industrie pharmaceutique y voit une source considérable de profits à venir, surtout pour un vaccin (un traitement n'a comme clients potentiels que les gens contaminés, alors qu'un vaccin a tous ceux qui pourraient l'être).

Où les moyens financiers manquent le plus, c'est pour les traitements des malades contaminés. En effet, ces traitements sont lourds et onéreux. Outre les anti-viraux proprement dits, type AZT ou substances analogues, un malade atteint du SIDA contracte facilement des maladies opportunistes qui, pour lui, sont plus graves que pour d'autres étant donné que ses défenses immunitaires sont réduites, puis détruites. Cela nécessite des traitements intensifs à chaque fois qu'une infection ou plus généralement une maladie opportuniste se déclare chez ces malades, et cela d'autant plus que la maladie, le SIDA, évolue. A chaque fois, cela nécessite un suivi, le plus souvent une hospitalisation, voire une réanimation dans les cas les plus aigus.

Un tel malade n'a pas besoin d'être hospitalisé en permanence, sauf dans la phase terminale, mais il a besoin d'être hospitalisé souvent et même de plus en plus souvent au fur et à mesure que ses défenses immunitaires sont détruites. Or, même à Paris, le nombre de lits est notoirement insuffisant. Et, de ce dernier point de vue, les pays du Tiers Monde sont évidemment dans une situation indescriptible. Rien d'étonnant alors que l'épidémie se répande.

Mais ceux qui pourraient penser qu'appartenant à un pays industrialisé à haut niveau de vie, ils sont à l'abri, même relativement, se trompent lourdement. Comme dans toutes les épidémies mondiales, les pandémies comme on dit, les points de départ, les réservoirs de virus, peuvent se situer n'importe où sur la planète, ce qui n'empêche pas tout le monde d'être atteint. C'est le cas de la grippe et de ses épidémies par exemple.

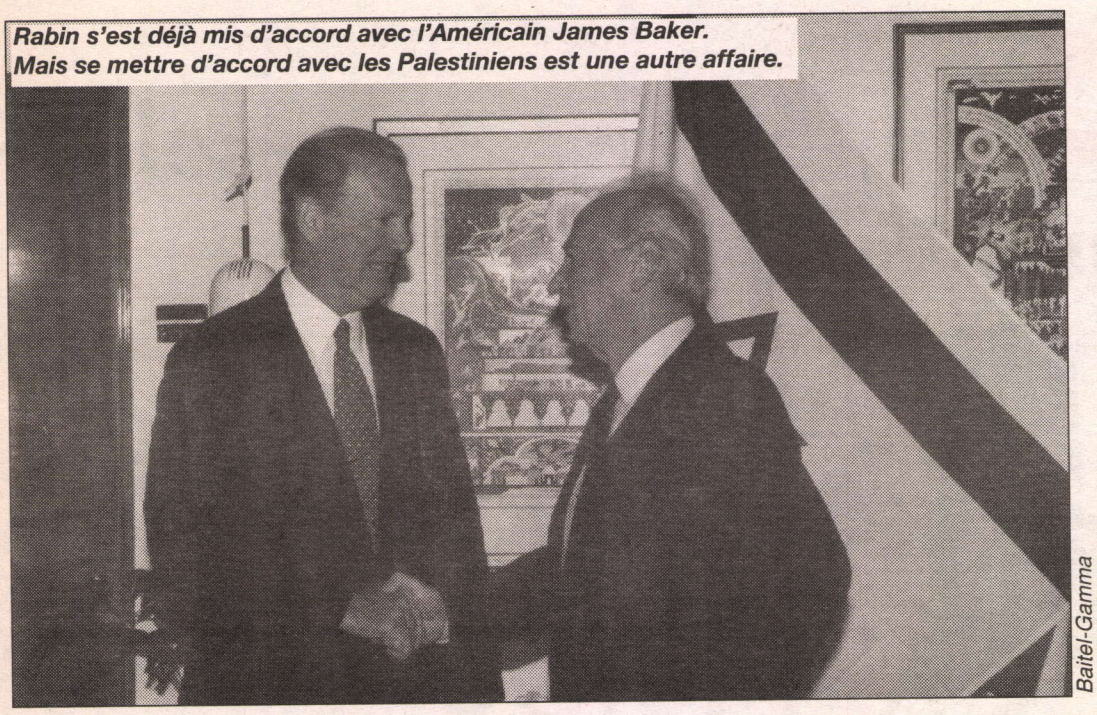
S'il y a d'énormes réservoirs du virus HIV en Afrique, en Asie, voire en Amérique latine ou dans les fractions les plus pauvres des pays industrialisés, le virus n'a pas besoin de passeport, il ignore les frontières et les permis de séjour, et personne ne peut être sûr d'être épargné.

Quand on entend la sirène des pompiers, il faut toujours se dire que c'est sa propre maison qui brûle et agir en conséquence.

Pour le SIDA aujourd'hui, bien sûr, la principale arme est la prévention, c'est vrai.

Mais il faudrait aussi une société qui assure à tous, sur toute la Terre, les traitements médicaux que les connaissances médicales sont aptes à donner à un moment donné, et de ce point de vue-là, l'exploitation impérialiste n'est sans doute pas la peste la moins grave.

R. G.



Rabin s'est déjà mis d'accord avec l'Américain James Baker. Mais se mettre d'accord avec les Palestiniens est une autre affaire.

Baitel-Gamma

Négociations au Proche-Orient

POUR QUELLE PAIX ?

Implantation juive en Cisjordanie. Maintenant faut-il décharger ou pas ?

AFP

Itzhak Rabin au Caire, James Baker en tournée à Jérusalem et dans les capitales arabes : les grandes manœuvres diplomatiques continuent au Proche-Orient.

Le gouvernement américain ne cache pas sa volonté d'aboutir à un règlement. En pleine campagne électorale, Bush ne serait pas mécontent de pouvoir s'attribuer une part de réussite dans ces négociations. Les pressions exercées par le gouvernement Bush, comme le refus d'octroyer des garanties financières à l'Etat israélien tant qu'il ne suspendrait pas les implantations dans les territoires occupés, traduisent cette volonté.

Du côté israélien, le nouveau gouvernement travailliste a fait quelques gestes d'apaisement, comme par exemple la récente décision de suspendre les subventions accordées aux nouvelles implantations dans les territoires occupés et l'intervention de l'armée pour déloger quelques Juifs extrémistes qui tentaient de s'installer dans une synagogue désaffectée, dans la partie arabe de Jérusalem. De même que le déplacement de Rabin au Caire pour rencontrer Moubarak, le président égyptien, va dans ce sens.

Est-il décidé à aller plus loin ? Nous sommes dans la première phase d'une négociation, donc dans une partie de poker où chacun bluffe. Mais ce sont les Israéliens qui sont les maîtres du jeu.

Rabin n'a cessé d'affirmer, durant sa campagne électorale comme lors de la présentation de son gouvernement, que *"jamais Israël ne redescendra du plateau du Golan"* et qu'il ne renoncerait pas aux implantations dites "de sécurité" à Gaza et en Cisjordanie. Mais cela n'exclut pas que le nouveau gouvernement israélien fasse des concessions. Bénéficiant du soutien de l'administration américaine et fort du consensus populaire qui s'est exprimé au travers des dernières élections, Rabin dispose d'une marge de manœuvre pour les faire accepter par l'opinion publique israélienne. D'autant que son image d'homme fort, de faucon, qu'il s'est forgée durant sa carrière militaro-politique peut l'aider pour faire admettre, à la fraction de cette opinion qui est la plus réticente, quelques "abandons"... qui ramèneraient une paix, mais une paix israélienne.

Ira-t-il jusqu'à reculer partiellement sur la question des territoires occupés ? Des précédents existent. En 1982 par exemple, le gouvernement Begin avait, à la suite des accords de Camp David, fait évacuer les colons juifs du Sinaï pour le restituer à l'Egypte.

Sans aller jusque-là, il n'est pas impensable que le gouvernement Rabin soit prêt à accorder une certaine autonomie aux Palestiniens de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. Rabin s'est d'ailleurs donné un délai de neuf mois à un an pour mettre au point "un statut transitoire d'autonomie".

S'il aboutissait, ce projet risque de déboucher sur une autonomie bien délimitée pou Palestiniens. Car si l envisage de donner populations pal niennes le droit d' leurs représentants choisir une partie de institutions, il n'es question qu'il reno la "source du pouv en d'autres termes abandonne sa main sur ces territoires. questions militaires politique étrangère exemple, resteront d seul ressort. En fait, ce projet de statut, l propose aux Palesti quelques libertés, sous étroite surveill Tandis qu'en contre cette réforme entéri l'intégration de ces toires, occupés d 1967, dans la sphère fluence de l'Etat héb

Ces concession raient-elles suffis pour obtenir l'adh des dirigeants de l'O des chefs d'Etat ara Il est trop tôt pour le Quant à la paix da région, même si elle signée sur un bo papier, elle est loin assurée pour autan la racine des confli pas disparu.

Roger MEY

Algérie

UN GOUVERNEMENT D'ATTENTE

La nomination de Belaïd Abdesslam à la tête du gouvernement algérien et l'annonce de la composition du gouvernement, où une très large place a été faite à des technocrates liés à l'ex-ministre de l'Economie de Boumedienne devenu aujourd'hui Premier ministre, sont significatives de la volonté de toute une partie de la classe dirigeante algérienne de redonner confiance aussi bien à ses créanciers qu'à d'éventuels investisseurs internationaux.

L'instabilité politique dont l'assassinat de Boudiaf a contribué à montrer la profondeur, l'existence d'accrochages permanents entre des groupes liés aux islamistes et les forces de l'ordre risquent en effet d'isoler un peu plus un pays qui est extrêmement dépendant non seulement des cours des hydrocarbures, mais d'éventuels nouveaux débouchés pour sa production de gaz naturel et d'hydrocarbures. L'hebdomadaire Jeune Afrique explique ainsi que l'assassinat de Boudiaf a conduit à mettre un terme aux négociations ouvertes entre la compagnie nationale algérienne, la Sonatrach, et des entreprises britanniques.

L'enjeu de ces efforts désespérés des autorités algériennes, pour tenter de renforcer leurs positions sur le marché mondial des hydrocarbures, est d'autant plus important que 95 % des recettes d'exportation proviennent de ces matières premières, soit quelque 11 milliards pour 1992. Recettes qui s'avéreront bien insuffisantes pour redresser l'économie, quand on sait que l'Algérie importe pour quelque huit milliards de biens de consommation et qu'elle doit débourser en plus quelque 9 milliards au titre du service de la dette. Une dette que les rééchelonnements n'allègent jamais, et dont le paiement des intérêts engloutit quelque 80 % des ressources de l'Etat.

Dans ces circonstances, les dirigeants algériens, qui font peser sur les classes pauvres l'essentiel du poids de la crise économique, semblent aujourd'hui contrôler bien difficilement la situation qui découle de la dégradation d'un échang plus en plus inégal ave pays riches.

Le nouveau chef de vernement, Abdess bénéficie peut-être du p ge d'avoir dirigé l'Alg une époque où la mani la rente pétrolière irri toute l'économie. Ma n'est certainement pas portée d'opérer aujour sur ce terrain des miracl

Henriette MAUTH

Martorana/Gamma

Sestini/Gamma

Le juge Borsellino... et l'attentat.

Italie

L'assassinat du juge Borsellino

LA MAFIA... ET LES RAISONS DE SA PUISSANCE

Dimanche 19 uillet, moins de leux mois après le uge Falcone tué vec sa femme et rois gardes du orps, cela a été le our de celui qui emblait son suc- esseur : le juge Paolo Borsellino, léchiqueté avec es cinq gardes du orps par l'explo- ion d'une voiture iégée au moment ù il allait rendre à a mère son habi- uelle visite domi- icale ; une énor- ne explosion, qui fait sauter en l'air u déplacé pas oins de 51 voi- ures : la Mafia n'a aissé au juge ucune chance.

Borsellino, qui avait travaillé avec Falcone et en était très proche, était, aux dires de tous, celui qui connaissait le mieux les dossiers de la lutte contre la Mafia, et qui était le plus à même de poursuivre les enquêtes en cours. Il y était sans doute décidé, au contraire de bien des magistrats qui ont compris depuis longtemps qu'en Sicile, si l'on veut rester en vie, mieux vaut laisser dormir certaines affaires, ou alors laisser d'autres s'en occuper ; cela ne nuit même pas à la carrière.

L'attentat contre le juge Falcone et, même deux mois avant encore, l'assassinat du politicien démocrate chrétien Salvo Lima - avait soulevé un tumulte politique et, naturellement, un concert de déclarations sur la lutte à mener contre la "pieuvre" mafieuse. Celle-ci de toute évidence n'en a cure et tient même à le faire savoir de façon spectaculaire, en continuant imperturbablement à régler ses comptes.

Car ces attentats successifs sont d'abord un avertissement, on ne peut plus clair, à l'adresse de tout juge, et même tout policier, qui prendraient un peu trop au sérieux leur rôle et chercheraient vraiment à faire la guerre à l'organisation criminelle. Tous sont ainsi prévenus qu'on ne s'en prend pas impunément à la Mafia.

Bien sûr, ces attentats démonstratifs, visant des personnalités de premier plan de la magistrature et de l'Etat, prennent aussi l'allure d'un défi politique, d'un défi à l'Etat lui-même. Le nouveau président de la République, Scalfaro, élu depuis deux mois, le gouvernement de Giuliano Amato, en place depuis à peine un mois, sont interpellés, mis en cause, contraints de promettre des mesures.

Ainsi, le soir même de l'attentat, l'armée a pris position autour de la prison de l'Ucciardone, dans Palerme même, pour assurer l'évacuation des chefs mafieux qui y étaient incarcérés, vers une île de la mer tyrrhénienne d'où, paraît-il, il leur sera plus difficile de communiquer et de transmettre leurs ordres comme s'ils étaient en liberté. La mesure était, jusque-là, seulement à l'étude... Et l'on assistera dans doute dans les jours qui viennent à de nouvelles mesures ou déclarations spectaculaires de "guerre contre la Mafia" de la part des principaux dirigeants de l'Etat italien. Le problème est que ces déclarations de guerre ne seront pas les premières et que les attentats contre Falcone et Borsellino, d'une certaine façon, sont même l'indication que cette guerre, si guerre il y a, a déjà été menée... et perdue.

Une série de "cadavres exquis"

Ainsi, le général Dalla Chiesa avait été nommé super-préfet de Palerme pour "mener la guerre" contre la Mafia. Choisi pour avoir mené victorieusement la guerre contre les actions des "Brigades Rouges" à la fin des années Soixante-dix, Dalla Chiesa fut en revanche assassiné sans difficulté, en 1980, par la Mafia sicilienne...

Là aussi, sa mort sonnait comme un défi à l'Etat, qui fut relevé en partie. Les années Quatre-vingts ont été celles où le juge Falcone et quelques autres ont porté des coups non négligeables à "Cosa Nostra", déclenché pour la première fois des révélations de "repentis" de celle-ci, organisé un "super-procès" aboutissant à la condamnation de plusieurs centaines de mafiosi. Mais la mort de Falcone lui-même et de Borsellino signifie que la Mafia est toujours là, toujours aussi forte, et que tout est à recommencer...

Alors, quelle "guerre" l'Etat italien peut-il mener à la Mafia, qu'il n'ait pas déjà menée ? Quelles déclarations peut-il faire, qu'il n'ait pas déjà faites ? Sans doute, il se trouvera d'autres Falcone et d'autres Borsellino pour poursuivre les enquêtes, souvent incompris, lâchés, voire trahis par leurs propres collègues, avec le risque et même la quasi-certitude d'y laisser leur peau. Mais si c'est cela la "guerre" contre la Mafia, tout le passé montre qu'elle est perdue d'avance.

Ce qui est en cause n'est pas, quoi qu'on en dise, une sorte de "sicilianité" éternelle, qui voudrait qu'il en ait toujours été ainsi et qu'il en soit toujours ainsi. "Cosa Nostra", née dans cette île antique aux antiques traditions, s'est fort bien adaptée, que l'on sache, à une société neuve comme celle des Etats-Unis. Il faut croire qu'il existe dans la société d'aujourd'hui des forces bien plus puissantes que celles de la simple tradition, et qui lui permettent de se maintenir et de se développer.

"Cosa Nostra" capitaliste

"Cosa Nostra", c'est, selon les conclusions du juge Falcone, une organisation secrète de quatre à cinq mille hommes, les "hommes d'honneur", avec leurs rites, leurs traditions, leurs codes, leur discipline, tout cela surgi sans doute de l'histoire sicilienne - la Mafia a d'abord servi à fournir des hommes de main aux grands propriétaires contre les révoltes de leurs paysans. Mais sa réussite est d'avoir su se reconvertir, mettre ce savoir-faire criminel au service d'intérêts puissants, de la contrebande en tout genre et du prélèvement généralisé et forcé de pots-de-vin sur toutes les activités économiques, à la constitution d'une véritable multinationale de la drogue qui est aujourd'hui une des grandes puissances financières du monde. Cela signifie des liens internationaux, des relations et des complicités nombreuses avec des politiciens de tout acabit, et à tous les niveaux de l'appareil d'Etat. Cela signifie aussi des circuits de blanchiment d'argent, des comptes dans les plus grandes institutions financières ; la Mafia serait ainsi largement intervenue dans les pays de l'Est pour investir dans les opérations de privatisation... en en profitant pour blanchir de l'"argent sale" issu de ses trafics, faisant en quelque sorte d'une pierre deux coups.

Alors au fond, la Mafia et sa puissance financière et sociale est à l'image, et est devenue une composante de la bourgeoisie financière mondiale. Il se trouve seulement que, dans la concurrence internationale entre requins de tout poil, une fraction de la bourgeoisie sicilienne a trouvé pour faire fortune ce créneau un peu particulier des activités considérées comme illégales dans la plupart des Etats, dans lequel elle a pu développer tout son savoir-faire, son "know how" un peu spécial, comme disent aujourd'hui les managers... Ses complicités à tous les niveaux de l'Etat italien sont une des formes, plus crue, plus brutale, de la soumission des Etats aux intérêts capitalistes.

C'est à cela que tous les "petits juges", les Falcone et les Borsellino, tout déterminés et courageux qu'ils soient, doivent d'être toujours vaincus après avoir été en général isolés, réduits au rôle d'alibis vivants de l'Etat avant, une fois morts, de lui servir de monuments et de prétextes à des appels dérisoires. Ainsi cet appel du président de la République italienne Scalfaro à "s'unir" contre la Mafia, ou le sempiternel appel des organisations syndicales à des manifestations de protestation et à une grève générale de dix minutes !

Les Mafias de Sicile et d'ailleurs ne sont pas des accidents du système capitaliste, elles en sont un des produits. C'est pourquoi d'ailleurs elles risquent bien de ne disparaître qu'avec lui. L'organisation criminelle des quatre ou cinq mille "hommes d'honneur" contre laquelle une énorme machine d'Etat se révèle impuissante, contre laquelle des manifestations de centaines de milliers d'hommes paraissent dérisoires, ne ferait pas long feu face à un mouvement révolutionnaire. A condition que celui-ci mobilise les prolétaires les armes à la main pour abattre la puissance du capital, et non pour réclamer "des mesures" à un Etat et à des politiciens complices.

André FRYS

Malio/Gamma

Nouveau panneau frontière.

LES DERNIERS JOURS DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

La démission de Vaclav Havel est intervenue au moment où le Parlement de Bratislava proclamait la souveraineté de la Slovaquie. Ce ne fut pas une surprise. Depuis les législatives de juin 1992, l'échec du parti de V. Havel était patent, le succès de la droite à Prague et celui des nationalistes en Slovaquie conduisaient à la partition. Le processus a été très rapide. Dès le 20 juin, le calendrier de partition était établi. Et si V. Havel postulait encore début juillet à la présidence toute provisoire d'un Etat tchécoslovaque en voie de partition, son échec à cette élection a entraîné sa démission. Les organes fédératifs sont donc désormais privés d'un président, mais les vainqueurs respectifs des élections en Bohême-Moravie et en Slovaquie ont affirmé à plusieurs reprises leur intention de mener le divorce dans la "douceur" et la "légalité".

Ce sont évidemment des déclarations de principe. Comme dans la plupart des divorces à l'amiable, les début sont marqués de bonnes intentions mais les conclusions nettement plus âpres.

La Tchécoslovaquie n'a que 74 ans d'histoire. Elle est née au lendemain de la Première Guerre mondiale, en 1918, sous l'égide des Etats-Unis, promus experts en matière de nationalisme européen. Elle réunissait deux régions voisines mais distinctes par l'histoire, dont l'une, la Bohême-Moravie (la partie tchèque), constituait le cœur du royaume de Bohême, alors que l'autre, la Slovaquie, avait subi la domination hongroise pendant plusieurs siècles. Création artificielle, le nouvel Etat, qui évidemment portait la marque de la domination tchèque, fonctionna pourtant jusqu'en 1938... c'est-à-dire jusqu'à l'annexion des Sudètes par Hitler. Profitant des circonstances, la Slovaquie se proclama alors pour la première fois Etat indépendant... et fasciste.

En 1945, la Tchécoslovaquie se reconstitua, sous l'égide cette fois du Kremlin. La cohabitation entre la région tchèque (10 millions d'habitants), plus industrielle, avec une certaine tradition parlementaire, et la Slovaquie (5 millions d'habitants), plus rurale, se fit toujours sans la moindre démocratie. Mais sous l'influence du COMECON et des Soviétiques, la Slovaquie s'est un peu industrialisée, essentiellement dans le domaine de la métallurgie, les produits semi-finis, et surtout l'armement. L'interdépendance économique des deux régions, la tchèque et la slovaque, en matière d'énergie, d'administration, de communication, de transport, a marqué les quarante dernières années.

Le divorce sera donc difficile malgré les proclamations des nouveaux dirigeants tchèques et slovaques. Car il faudra partager les biens communs... les dettes et les engagements internationaux.

Vaclav Havel en démissionnant a dit qu'il ne voulait pas cautionner une séparation qu'il désapprouvait. L'homme qui a conduit la "Révolution de velours", l'ex-dissident, le champion de la démocratie, se dégage donc au moment où les problèmes économiques et politiques, issus de l'effondrement des régimes de l'Est, conduisent à la prééminence des nationalistes et des partisans de l'économie libérale à tout crin. Une évolution qui s'est faite en Tchécoslovaquie sans tempêtes, sans crise sociale, mais qui conduit comme ailleurs à la régression économique et à la différenciation sociale et nationale.

Les peuples de Bohême-Moravie et de Slovaquie n'ont sans doute rien à y gagner. Et l'itinéraire politique d'un Vaclav Havel - qui aurait encore l'ambition de jouer un rôle dans la future République de Bohême-Moravie - montre toutes les limites d'un intellectuel, anti-stalinien certes, courageux à sa manière, mais marqué par une totale absence de volonté de dégager une politique ouvrière et internationaliste. Il aura marqué ainsi la transition de la dictature stalinienne à la dictature du marché !

Colette BERNARD

Grande-Bretagne

LES ÉMEUTES DE BRISTOL RÉVÈLENT LA PROFONDEUR DE LA CRISE

A Hartcliffe, dans la banlieue de Bristol, la mort de deux adolescents, dont la moto volée a été heurtée par une voiture de police, a déclenché trois jours d'émeutes qui ont mobilisé quelques centaines de jeunes d'une banlieue ouvrière déshéritée. L'incident a servi de révélateur à la colère rentrée d'une banlieue où le chômage touche un jeune sur deux, à qui le monde des Major et des Maxwell ne laisse guère d'autres perspectives que la petite délinquance.

Le jeudi précédent, les habitants de Hartcliffe avaient en outre appris qu'une subvention de 375 millions de francs destinée aux villes les plus pauvres, un temps promise, irait à une autre ville. Des habitants laissaient éclater leur rage : *"On nous laisse crever". "Je n'ai pas de boulot et je n'en aurai jamais"*.

Ces émeutes révèlent dans quelle misère et quel désarroi la City, le quartier boursier de Londres, un des centres mondiaux de la spéculation financière, a plongé le pays, avec à un bout des millions de laissés-pour-compte, de sans-emploi, parfois sans logement, tandis qu'à l'autre, banquiers et entrepreneurs capitalistes en sont, aujourd'hui, à vider les fonds de garantie des caisses de retraite pour remplacer l'argent englouti dans des gouffres financiers qui s'appellent là-bas Docklands ou Canary Wharf.

J.F.

Spoonet/Gamma

Une famille ouvrière dans une région en crise du Pays de Galles.

États-Unis

BILL CLINTON "FOR PRESIDENT"... POUR LE MOMENT

C'est donc, ur le moment, l Clinton qui tient ête dans la course a présidence. a suite de la nvention du Parti mocrate qui l'a mmé officielle- nt son candidat is aussi du renon- nent de Ross ot, le candidat épendant, les ndages lui don- nt en moyenne % des voix contre lement 24 % à sh, le président ublicain sortant. Cela semble énor- , assez pour surer son élection oup sûr. ne l'est peut-être s tant que ça.

D'abord, l'élection défi- ve est encore loin, en embre. D'ici là, les son- s ont le temps de chan- et plusieurs fois, dans ens ou dans l'autre. Il y natre ans, Dukakis, le lidat démocrate d'alors, it, à la suite de la vention de son parti, d'avance dans les son- s. Il a été battu à plate ure en novembre 1988.

Les sondages, aux Etats- s encore plus qu'en nce, plus nombreux i, semblent être surtout moyens de propagande e manœuvres politi- nes. Ils peuvent varier à vitesse et dans des pro- ions fantastiques. Sans te au gré des groupes nciers et politiques qui èdent les médias, jour- ou télés, ou qui ont les ens de faire pression eux-ci. Alors, en fonction de ce que ces groupes veulent dire, ou des obscures (pour le citoyen moyen) manœuvres auxquelles ils se livrent, tel candidat monte soudain au zénith pour se retrouver le cul par terre les jours suivants.

Ainsi, Ross Perot, le milliardaire texan, qui il y a deux mois a soudain laissé entendre qu'il pourrait bien être candidat. Il a suffi de quelques semaines pour qu'il apparaîsse en tête des sondages. Il précédait même Bush et Clinton, les candidats des deux partis républicain et démocrate. C'était l'engouement. Toute l'Amérique semblait prise de frénésie pour lui. On discutait sérieusement de la possibilité que, pour la première fois, les Etats-Unis élisent un président qui n'appartiendrait ni à l'un ni à l'autre des deux partis qui monopolisent de fait la vie et les fonctions politiques. La fin du système centenaire "des deux partis uniques" semblait presque en vue.

Et puis patatras ! Les mêmes journaux qui avaient présenté le patriote, l'homme nouveau, le gagneur et le chef intransigeant mais à l'écoute du petit peuple, ont commencé à faire le portrait d'un mégalomane, arriviste politicard qui hantait les couloirs de la Maison-Blanche et du Congrès depuis trente ans, utilisant les pires procédés de basse police pour casser un subordonné ou un concurrent. Et aussi vite qu'il était monté à 35 % dans les sondages, Perot se retrouvait à moins de 20... en attendant pire. Il n'avait plus qu'à retourner dans son ranch.

On saura peut-être un jour, ou jamais, à quelle manœuvre s'est prêté ou a été utilisé malgré lui Perot, et contre qui. Mais il semble difficile de croire que, dans toute cette piètre aventure, il n'y ait pas eu en sous-main l'influence d'un ou de plusieurs groupes ou factions ayant les moyens financiers et politiques de fabriquer l'opinion. Le remarquable c'est qu'on ne voit pas clairement de quel côté cela vient : républicain ou démocrate, et, dans un cas comme dans l'autre, si c'était dirigé contre Bush ou Clinton.

Tout cela s'explique sans doute par le système politique américain, et plus particulièrement le système d'élection du président.

Cette élection dure en fait dix mois. C'est un match non en deux tours mais en quinze ou vingt rounds : d'abord les élections primaires, à l'intérieur des deux partis démocrate et républicain, qui s'étendent de février à juin dans les cinquante Etats pour désigner les délégués aux conventions ; puis, en été, les élections des candidats aux deux conventions démocrate et républicaine ; enfin, l'élection proprement dite en novembre (mais celle-ci n'est théoriquement que celle de grands électeurs qui se réunissent encore plus tard pour élire enfin le président).

C'est à travers cette longue épreuve qu'est sélectionné le président. Non pas tellement sur sa capacité à présenter un programme politique cohérent ou original. Mais sur sa capacité à apparaître populaire, à gagner les suffrages, et à résister à tous les coups, au-dessus ou au-dessous de la ceinture.

Ces dernières élections, quelques favoris momentanés sont tombés, à une étape ou à une autre, sur des histoires privées, maîtresses anciennes ou cachées, démêlés avec le fisc ou jeunesse trop tumultueuse. Clinton avait, lui aussi, ses "cadavres dans le placard" : de ses affaires extra-conjugales au fait de s'être planqué pendant la guerre de Vietnam ou d'avoir fumé de la marijuana (mais sans inhaler la fumée, a-t-il osé préciser sans rire...). Sans doute étaient-ils moins nombreux que ceux de ses concurrents, ou alors il a assumé avec plus de crânerie. Toujours est-il qu'on est passé par-dessus. Pour le moment.

Cette sélection impitoyable a permis dans le passé d'installer au poste suprême des gens comme Ford, qui était, paraît-il, incapable de mâcher son chewing-gum et de marcher en même temps, ou Reagan, qui ne savait pas très bien si la Pologne était en Afrique ou en Asie.

Elle permet surtout aux vrais maîtres du pays et du monde, les dirigeants des trusts impérialistes, d'éliminer tous ceux dont, pour une raison ou pour une autre, ils ne veulent pas.

Le citoyen ordinaire, lui, qui n'a aucune influence sur les grands médias, n'a que l'illusion de choisir et rechoisir son futur président... en piquant un nom parmi ceux qu'on a bien voulu lui présenter. Une illusion de moins en moins répandue pourtant... si on en juge par le nombre de plus en plus réduit d'électeurs qui prennent la peine de se déranger pour aller voter.

AFP

Bill Clinton à la Convention démocrate

DAME DE FER... OU DE NICOTINE ?

Margaret Thatcher vient d'être embauchée par Philip Morris, le géant du tabac américain, comme *"conseillère politique internationale"*. D'après un hebdomadaire britannique, ses relations doivent servir aux industriels du tabac à empêcher l'interdiction de la publicité pour les cigarettes dans la CEE et acquérir de nouveaux marchés à l'Est et dans le Tiers Monde. Cela pour un salaire annuel de 500 millions de centimes.

Evidemment, après avoir lancé en 1989, alors qu'elle était Premier ministre, une campagne anti-tabac, visant à diminuer par deux le nombre d'adolescents fumeurs, ça fait désordre. Beaucoup se sont étonnés et indignés qu'elle *"salisse ainsi la fonction de Premier ministre"*.

Ils ont tort. Thatcher, comme tous les politiciens bourgeois, passe du privé au public et des gouvernements aux conseils d'administration mais elle reste fidèle à son maître : le profit capitaliste. Elle, qui n'a jamais mis de filtre à sa hargne anti-ouvrière, sait bien que l'argent, même celui de la cigarette, n'a pas d'odeur.

Le port de Marseille en grève le 16 juillet 1992.

Dockers

UN STATUT "ARCHAÏQUE" VICTIME D'UN SYSTÈME D'EXPLOITATION BIEN PLUS ARCHAÏQUE

La suppression du statut des dockers (le statut de 1947) est maintenant réalisée dans la quasi-totalité des ports (sauf à Saint-Malo et Marseille, au moment où nous écrivons). Sous prétexte d'accroître la compétitivité des ports français, face notamment à Anvers et Rotterdam, ce statut jugé "archaïque" a été abandonné, contre la volonté des dockers (qui ont fait une quarantaine de grèves en quelques mois), sous la pression du patronat, et grâce à un vote du Parlement, obtenu à une écrasante majorité le 9 juin dernier.

Ceux qui continueront à être dockers, la plupart d'entre eux du moins, seront mensuels, des salariés comme les autres (licenciables comme les autres aussi d'ailleurs !). Jusqu'à présent les dockers étaient payés les jours de travail, et recevaient une indemnité les jours de chômage. Il y aura cependant toujours une partie des dockers qui resteront "intermittents", car les patrons ont besoin, comme autrefois, qu'une partie de la main-d'œuvre soit disponible selon les arrivées des navires. Le statut "archaïque" de 1947 se prolonge donc d'une certaine manière lorsque cela arrange le patronat !

Les patrons déclarent s'attendre à une augmentation de la productivité des ports de l'ordre de 35%. En essayant de faire travailler les dockers de plus en plus vite évidemment. Mais ne concurrence pas Rotterdam qui veut ! Et il n'est pas dit que le patronat des ports et des docks n'aille pas mendier, d'ici quelque temps, des subventions auprès de l'Etat, pour compenser une productivité toujours insuffisante...

Dans l'immédiat, en tout cas, il va y avoir une augmentation de la productivité... du capital des patrons. Ils ne payeront plus le chômage comme ils le faisaient jusqu'à présent au travers du BCMO (Bureau central de la main-d'œuvre). Il y avait en gros pas loin de 50% des dockers qui étaient en chômage chaque jour. Et maintenant, il va y avoir environ la moitié des dockers qui quitteront leur emploi. Au total c'est donc environ la même chose, à ceci près que les patrons ne payeront plus pour les 50% de chômeurs, mais que c'est l'Etat et les collectivités locales qui financeront le "plan social" de reconversion des dockers. Pour les patrons cela fait une sacrée différence !

Et pour les dockers qui devront quitter leur emploi ? Certains partiront en pré-retraite, d'autres toucheront des indemnités plus ou moins importantes (la négociation se fait port par port, comme l'exigeaient patrons et gouvernement). Certains s'y retrouveront certainement. D'autres, d'ici quelques mois ou quelques années, risquent de se retrouver sans rien, sans argent et sans emploi.

C'est cela qui est "moderne", n'est-ce pas ?

S. H.

UNE RICHESSE QUI NE SE PARTAGE PAS

En publiant une nouvelle étude sur le patrimoine des Français, le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts (CERC) n'a certes pas livré de grandes révélations. Mais (et bien qu'il s'agisse de moyennes, qui ont tendance à gommer les différences réelles) elle donne quelques chiffres illustrant les inégalités.

On y apprend ainsi que, si le patrimoine moyen des Français s'élève à 840 000 F, les professions libérales, situées en haut du tableau, détiennent en moyenne près de 3 millions de francs, tandis qu'à l'autre extrémité les ouvriers ne disposent que de 350 000 F. Soit un écart de 1 à 8. Un écart qui d'ailleurs se creuse de 1 à 9,5 si l'on déduit de ces avoirs l'endettement de chaque catégorie sociale.

Ces inégalités se renforcent encore si l'on se penche sur la composition de ce patrimoine. Ainsi, alors que, d'après l'étude du CERC, les retraités des professions libérales disposent en moyenne d'un capital de 1,47 million de francs en placements divers (immobilier de rapport, comptes rémunérés...) qui leur permettent d'accroître leurs revenus, les familles ouvrières n'ont que 110 000 F, généralement déposés sur un livret d'épargne dont le taux d'intérêt suffit à peine à les préserver de l'inflation. Si l'on prend comme référence la richesse détenue sous forme d'actions, la différence est encore plus flagrante. On atteint un rapport de 1 à 40 entre ces deux extrêmes. Ce qui a son importance lorsqu'on sait qu'en l'espace de trois ans et demi, les valeurs cotées en Bourse ont augmenté de 85% !

Bref, les riches sont de plus en plus riches et les pauvres sont de plus en plus pauvres. Cela n'a rien d'une découverte, mais cette étude a au moins le mérite de le montrer.

Sans-logis (région parisienne)

LE GOUVERNEMENT VA ROUVRIR DEUX IMMEUBLES SORDIDES MAIS REFUSE LA REQUISITION DE MILLIERS DE LOGEMENTS

A la suite du coup de gueule de l'abbé Pierre qui a annoncé son refus d'accepter la médaille de Grand Officier de la Légion d'Honneur, que les autorités venaient de lui décerner pour le 14 juillet, le ministre du Logement, Marie-Noëlle Lieneman, a opportunément découvert deux immeubles vides qui pourront, moyennant travaux, accueillir quelques familles de sans logis.

La lettre ouverte de l'abbé Pierre adressée à *"Monsieur le Premier ministre et ami"* a certainement pesé, mais avant tout la lutte des familles elles-mêmes. Il y a d'une part environ 300 familles qui campent devant le Château de Vincennes. Et d'autre part 35 familles, sous la direction du DAL (Droit au Logement) qui errent d'église en église après avoir été délogées par la police à trois reprises, lorsqu'elles ont voulu camper dehors, devant un immeuble vide appartenant à la Ville de Paris. Le nombre des familles est d'ailleurs fluctuant, car il y a constamment de nouvelles expulsions, et donc de nouvelles familles jetées dehors, dont certaines ne trouvent pas de logement, bien qu'il s'agisse de travailleurs prêts à payer un loyer.

Les familles, le DAL, l'abbé Pierre... réclament l'application de la loi "d'attribution d'office" des logements vides, c'est-à-dire de réquisition, qui n'est d'ailleurs nullement une confiscation, puisqu'elle prévoit le payement d'une indemnité. Il s'agit simplement d'une obligation faite aux propriétaires d'avoir à mettre le logement à disposition d'occupants. Or, de cela, le gouvernement ne veut toujours pas entendre parler. Bien qu'il existe des dizaines d'immeubles entiers, appartenant à la Ville (88, rue de Pixérécourt), à l'Etat (4, rue Rondelet), à des assurances, des banques, ou des marchands de biens, qui sont vides depuis des années (plus de dix ans parfois).

Et les deux immeubles, anciens hôtels de passe, fermés depuis des années par décision judiciaire, qui seront mis à la disposition de certaines familles, ne changent pas grand-chose à cette situation. Bien sûr cela permettra aux bénéficiaires de ne plus coucher dehors ou dans une église. Mais en agissant ainsi, les autorités se servent d'un cas particulier et se gardent bien de faire jouer la loi de réquisition comme elles le pourraient. Et de toute manière il y a des centaines de familles à la rue dans la région parisienne (sans compter évidemment des milliers de chômeurs sans abri) et quelques logements de plus c'est tout à fait insuffisant.

Alors pourquoi continuer à veiller jalousement à maintenir vides des milliers d'appartements ? Un vide soigneusement protégé par les forces de l'ordre ! Pourquoi sinon pour ne faire aucune peine, même légère, à tous les requins petits et gros de l'immobilier que la loi de réquisition épouvante ?

A. V

LES LOGEMENTS VACANTS

Les chiffres de 309 600 logements vacants pour l'Ile-de-France, dont 117 832 pour Paris, proviennent du recensement de 1990. Ils comprennent toutes les catégories de logements vides : ceux qui sont simplement en instance de location ou de vente par exemple. On ne sait pas exactement combien sont réellement vides depuis longtemps, c'est-à-dire réellement inoccupés. On peut l'évaluer à un bon tiers. En tout cas il existe plusieurs dizaines d'immeubles vides, depuis des années dont les propriétaires sont connus, et qui restent vides alors que des gens couchent dans la rue. Lorsque des demandes de réquisition ont été faites dans les formes légales, il est arrivé que le résultat soit ... la démolition des immeubles en question (cas de la Cité Débergue à Paris) !

Il faut aussi ajouter qu'il existe, comme le montre le recensement, beaucoup et de plus en plus de résidences secondaires et de "logements occasionnels" qui ne servent jamais ou très rarement. Pendant que des travailleurs sont mal logés ou pas logés du tout, il y a des riches qui accumulent les logements

Renault Véhicules Industriels (Limoges)

UN PLAN QUI A EU DU MAL À PASSER

Le mouvement, commencé le 1er juillet, s'est terminé le 16, bien que dans les ateliers il ne sorte pas encore beaucoup de pièces.

L'usine, fermée deux jours et demi par la direction, a été rouverte le mercredi 15, à 14 heures. A l'assemblée générale, nous étions plusieurs centaines. Mais rien n'a été décidé pour la suite du mouvement, si ce n'est de monter à la direction.

Une fois là-bas, nous avons de nouveau envahi les bureaux, camarades licenciés en tête, et nous les avons une fois encore virés : un cadre a été sérieusement pris à partie et le directeur s'est retrouvé à plat ventre dans le couloir.

Ensuite, par groupes, beaucoup sont allés dans les bâtiments pour demander des comptes à la maîtrise : *"Qui avait fait les listes ?"*... Beaucoup avaient en travers de la gorge l'attitude de cette maîtrise qui avait téléphoné pendant le week-end du 14 juillet à des camarades pour leur confirmer qu'ils n'étaient pas licenciés, et dans certains cas... leur souhaiter bon week-end.

Jeudi matin, tout le monde était dans le flou. La veille, les syndicats avaient laissé se disperser sans fixer d'assemblée générale, disant qu'il fallait intervenir auprès de la maîtrise dans chaque bâtiment.

Chacun se retrouvait isolé dans son bâtiment. Dans certains coins, personne ne travaillait. Dans d'autres ça "bricolait", dans d'autres encore quelques pièces commençaient à sortir.

Le vendredi, il y avait plus de pièces qui sortaient, le travail reprenait peu à peu.

Lundi, nous avons de nouveau débrayé une heure, à l'appel des syndicats, un débrayage largement suivi, qui montre que le mécontentement subsiste.

Une partie des camarades licenciés est toujours présente à l'usine, surveillant que personne ne soit envoyé sur leur machine, *"leur poste étant supprimé"*.

La direction a convoqué un nouveau CE extraordinaire pour parler *"de la marche de l'entreprise"*.

Voilà où nous en sommes à quelques jours des congés (l'usine ferme le 24 juillet).

Finalement, la direction a réussi à faire passer son plan : 320 suppressions dont 135 licenciements secs. Il en était prévu 260 au départ.

Mais pendant quelques semaines, elle n'en menait pas large. Nous lui avons montré, à elle et à quelques directeurs, la colère ouvrière. Nous les avons sortis plusieurs fois de l'usine, traînés en manifestation...

Cela n'a pas suffi à les faire reculer. Un des rôles de ces directeurs, et des hommes politiques à plat ventre devant eux, est justement d'essuyer des coups de colère comme ceux de Limoges. Mais ils ont eu une bonne suée... et peut-être quelques insomnies. C'est déjà ça !

Mais une telle colère peut se généraliser, comme se généralisent, en cette période, les charrettes de licenciements, dans toutes les régions du pays, dans de nombreuses entreprises, petites ou grandes. Et c'est alors que l'initiative changerait de camp.

Correspondant LO

Bull (Angers)

GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Il y a quelques se-aines, à l'usine Bull 'Angers, la direction an-onçait officiellement 396 cenciements. Tout le mon-e s'y attendait depuis plu-eurs mois, ce plan venant rès celui de Belfort (800 cenciements) et Joué-lès-ours (150 licenciements). a direction de Bull a l'in-ntion de se débarrasser de utes ses unités de produc-on pour ne plus vendre ıe des logiciels et des gros stèmes produits par une ıtre firme, NEC.

Depuis novembre 1991, l'appel des syndicats GT et CFDT, des dé-ayages ont eu lieu régu-èrement contre ces licen-ements. Mais la participa-on aux derniers dé-ayages étant de plus en us réduite, l'ambiance ait au pessimisme quand plan fut officiellement ınoncé.

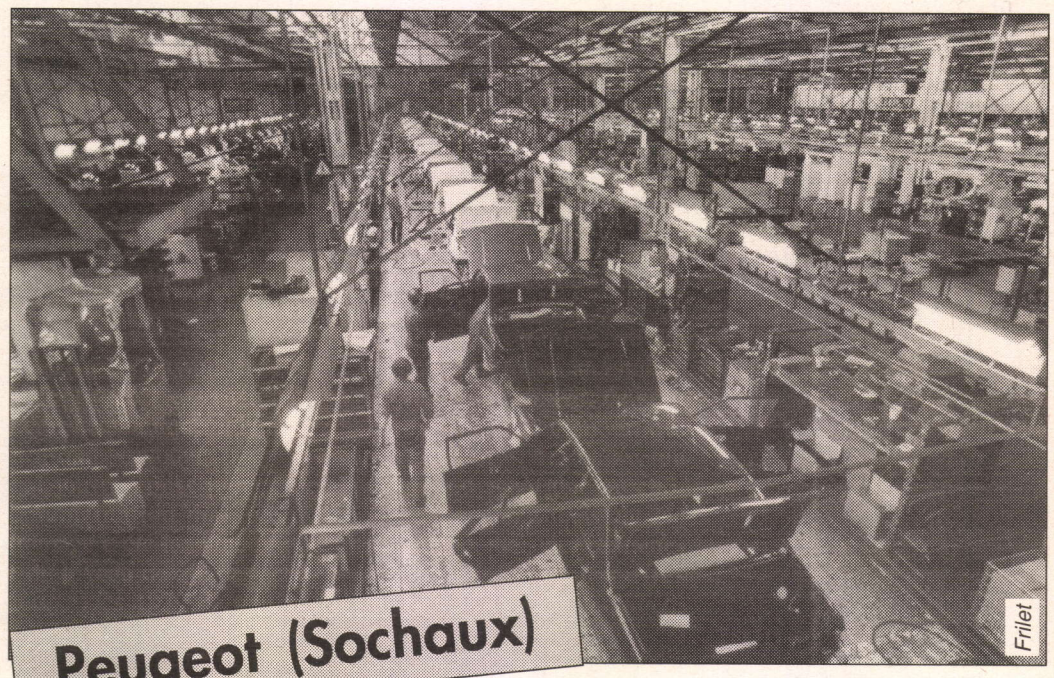
C'est le départ en grève tale d'un petit secteur de ısine (la piscine) qui a dé-enché le mouvement sur ute l'usine. C'est ainsi ı'au débrayage du lende-ain, le mercredi 1er illet, nous étions presque un millier, bien déterminés. Après un défilé dans l'usine et une occupation de "l'antenne emploi" mise en place par la direction, nous avons voté le principe du blocage des portes pour le lendemain. A partir du jeudi 2 donc, l'usine fut complètement bloquée. Seuls travaillaient les cadres et quelques administratifs.

Dans les jours qui ont suivi, nous avons pris diverses initiatives : blocage de la gare, de l'autoroute Nantes-Paris, défilés réguliers dans l'usine... Parmi la maîtrise, c'était la panique, certains craignant, à juste titre vu leur comportement passé, la colère des grévistes.

Mais les vacances approchant, il devenait urgent pour les travailleurs licenciés de s'organiser pour ne pas rester isolés. Nous avons donc décidé, vendredi 10 juillet, de nous regrouper en coordination des licenciés et d'élire un bureau. Cette coordination, indépendante des syndicats, mais soutenus par la CGT et la CFDT, a élaboré ses revendications : pas de licenciement ou alors une prime de départ de 300 000 F, possibilité de partir en FNE à 52 ans. Sous la pression de la grève, la direction a accepté que tous les licenciés puissent circuler librement dans l'usine durant leurs trois mois de préavis. Nous avons obtenu une salle pour réunir le bureau de la coordination, organiser des permanences, tenir les AG. Plusieurs initiatives sont envisagées, mais l'essentiel pour nous, c'est de rester unis et de garder le contact avec les non-licenciés. C'est d'autant plus important qu'il n'est pas exclu qu'une autre vague de licenciements soit annoncée prochainement. Par ailleurs, la direction a dénoncé plusieurs accords "maison", remettant ainsi en cause des avantages acquis, dont les primes d'équipe.

Dans ces conditions, la rentrée risque d'être houleuse, et la présence dans l'usine de travailleurs licenciés, certes, mais organisés collectivement, peut peser lourd sur le "climat social".

Correspondant LO



Peugeot (Sochaux)

LE CAP CALVET : VENT ARRIÈRE POUR LA PRODUCTIVITÉ CALME PLAT POUR LES SALAIRES

"Ceux qui ont négocié la dernière augmentation de 1,2% à compter du 1er octobre prochain, ça doit être des militaires : un, deux, un, deux", commentaient des ouvriers. En effet, sur l'année 1992, le total des pourcentages d'augmentation accordés sera de 2,4%, contre 2,7% l'année précédente.

Calvet claironne qu'il fait atteindre 12% d'augmentation annuelle de la productivité, la différence avec les augmentations de salaires est évidente. Mais, ajoutent les directeurs de l'usine, il faut aussi tenir compte du 1,51% de la masse salariale distribué sous forme d'augmentation au choix, montant tout à fait invérifiable et de toute façon insignifiant.

Les primes sont elles aussi en diminution, celle dite "des personnes à charge" est réduite de moitié, et la participation tant vantée il y a une dizaine d'années est réduite des 2/3.

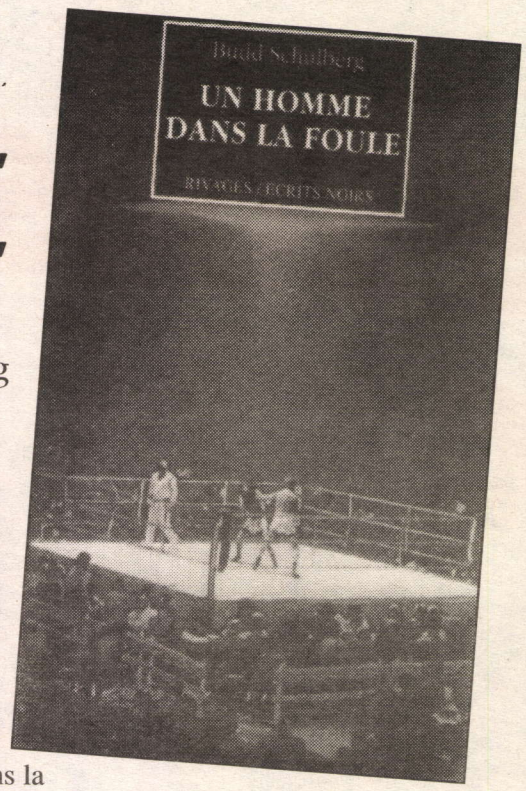
Le jour où la direction a communiqué ses chiffres aux organisations syndicales, le vendredi 17 juillet, la CGT et la CFDT de l'usine ont appelé à un débrayage d'une heure pour les équipes du matin. 220 ouvriers se sont rassemblés le matin, dans une ambiance pas triste et ont manifesté dans un des secteurs de l'atelier de carrosserie à la façon des cortèges de grévistes lors de la dernière grève de 1989. L'après-midi une cinquantaine d'ouvriers ont débrayé à leur tour.

On ne peut pas dire que Calvet ne tire pas sur la corde qui fait produire des profits au moindre coût pour le patron. Ça passe ou ça casse. Pour l'instant ça passe... mal !

Nouvelles et romans américains

UN HOMME DANS LA FOULE

de Budd Schulberg



Budd Schulberg est l'auteur américain qui a écrit le roman *Sur les quais* connu en France par le film de Kazan. Les nouvelles qui composent ce recueil ont été écrites entre 1938 et 1953.

Quelle que soit la voie que leurs héros se choisissent pour prouver aux autres et surtout à eux-mêmes qu'ils valent quelque chose, ils se heurtent inexorablement à la cruauté, à la bêtise ou à l'irresponsabilité d'autres hommes, de ceux qui détiennent une parcelle de supériorité parce qu'ils ont l'argent ou la force ou le pouvoir.

Lonesome Rhodes, devenu la coqueluche des foules d'auditeurs de la radio, voit sa popularité exploitée par des producteurs et les publicitaires sans scrupules et il finit par dérailler, détruit par le whisky et la solitude morale.

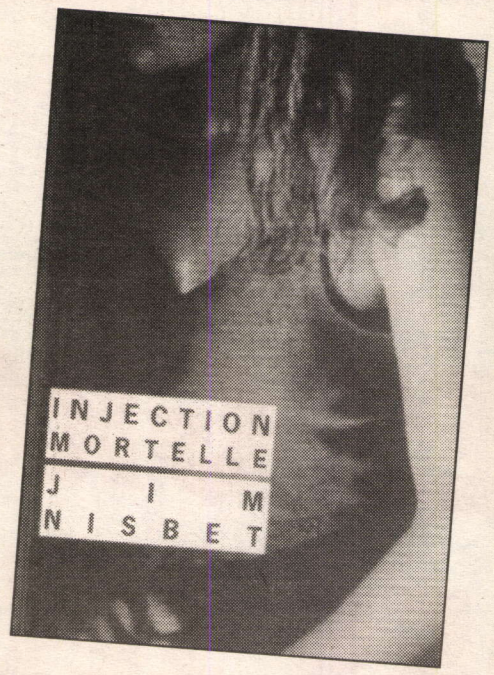
Le petit boxeur sans avenir qui veut se faire à tout prix annonceur sur les rings est tourné en dérision par une petite frappe minable.

Le vieux portier d'un théâtre new-yorkais, qui a connu son heure de gloire lors de la Première Guerre mondiale, tente de retrouver un sens à sa vie en s'engageant dans la Deuxième Guerre mondiale avec un metteur en scène cabotin qui joue à la guerre comme on joue sur la scène. Il meurt écrasé par un camion... américain sur une plage des Philippines.

Dérisoires et tragiques, les destinées des personnages touchent. Et, à sa manière, l'auteur dénonce une société où il est bien difficile de trouver sa place sans être menacé par l'avidité, la cruauté ou la soif de gloire ou de puissance, et où trop peu de gens se sentent concernés par les autres.

D. S.

Un homme dans la foule, *de Budd Schulberg. Ed. Rivages/Ecrits noirs - 211 pages - 99 F.*



INJECTION MORTELLE

de Jim Nisbet

Ce livre dur et noir prend pour cible la peine de mort aux Etats-Unis. Que faire quand, médecin, on a raté sa vie personnelle et qu'on sombre dans l'alcoolisme ? On peut toujours aller vendre ses talents au pénitencier du coin et se charger d'injecter aux condamnés à mort la dose mortelle qui permet à la société tout entière de proclamer que "justice est faite"...

Que se passe-t-il le jour où les contacts avec condamné à mort suffisent convaincre le toubib que c lui-ci était innocent Commence alors un cauch mar qui ne prendra fin qu'à dernière page, injectant lecteur une bonne dose d'amertume. Après ce trait ment de choc, qui aurait e core envie d'être "pour" ?

Injection mortelle, *de Ji Nisbet - Ed. Rivages/Noir 201 pages - 45 F.*

AINSI VA LA MORT

de Charles Willeford

Le sergent Hoke Moseley, de la police de Miami - service des décès non éclaircis - planche sur le cas du décès apparemment accidentel d'un riche médecin. C'est la routine, une routine dont il se satisfait bien, avec son travail, ses enfants qu'il élève seul, ou plutôt avec l'aide d'une ex-flic, une femme d'origine mexicaine d'une trentaine d'années qui s'est réfugiée chez lui avec son enfant.

Seulement, ses supérieurs lui ordonnent de se laisser pousser la barbe. C'est pour l'envoyer, sous l'apparence d'un chômeur prêt à faire n'importe quoi, dans une ferme dont les ouvriers agricoles, tous des immigrants clandestins haïtiens, disparaissent sans laisser de traces.

Ainsi va la mort est l'un des romans baptisés "noirs", ou "policiers", dont l'intrigue sert de fil conducteur à l'auteur pour parler de faits sociaux. En l'occurrence, les enquêtes du sergent Moseley, comme les avatars de sa vie quotidienne, promènent le lecteur dans la Floride des petits-bourgeois - ceux qui se demandent comment empêcher les familles pakistanaises de venir s'installer dans leur lotissement, pour que celui-ci conserve son standing - avec des incursions dans des milieux plus pauvres, celui des immigrants mexicains, plus anciens, et dans des milieux plus huppés ; et surtout, une bonne partie du roman décrit la surexploitation des immigrants clandestins haïtiens dans les fermes de Floride et les trafics qui l'entourent.

Ainsi va la mort, *de Charles Willeford - Editions Rivages Thriller - 217 pages - 99 F.*

ROSA LA ROUGE

de Michael Collin

Rosa la Rouge, c'est une vieille femme, toute sa v attachée au PC américain, que l'on retrouve un jour a sassinée. Qui a pu tuer "Mémé Lénine" et pourquoi C'est la question que se pose sa nièce Lenny, une cha teuse de rock qui va engager un détective pour tirer l'a faire au clair. Dans sa quête de la vérité, Dan Fortu nous promène dans bien des coins et recoins de la v américaine. Au passage, on rencontre quelques vieu camarades de Rosa, on entrevoit un peu les haines qu déclenchait son engagement. Mais ce n'est pas l'esse tiel de ce livre à l'intrigue compliquée qui finit par no montrer comment des politiciens et des policiers n'hés tent pas à mettre sur pied un meurtre légal pour se d barrasser d'un petit leader noir afin de ne pas prendre risque de le voir devenir influent.

Rosa la Rouge, *de Michael Collins - Editio L'Atalante - 286 pages.*

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Barcelone

LES GROS SOUS DES JEUX

AFP

Les Jeux Olympiques d'été, version 92, vont s'ouvrir à Barcelone en Espagne. Et dès avant les premières épreuves bien des reportages nous sont présentés sur la ville, sur l'effervescence qui l'envahit et la transforme, sur l'affairisme qui y a élu domicile. Car si les Jeux Olympiques sont évidemment un événement sportif important, il s'agit aussi d'un marché tout aussi important.

En chiffres, les Jeux de Barcelone, ce sont 4 millions de billets d'entrée mis à la vente, 3 milliards de téléspectateurs qui rapporteront au Comité olympique 2,6 milliards de francs de droits de retransmission. Billets d'entrée, droits de retransmission et recettes publicitaires représentent un budget de 7,5 milliards de francs.

Mais ces rentrées, pour importantes qu'elles soient, ne suffiront pas, et de loin, à couvrir toutes les dépenses : constructions des divers complexes sportifs, aménagements routiers, hôteliers... Le total des investissements prévus devrait se monter à quelque 40 milliards de francs. La facture de la ville se situant, elle, entre 14 et 21 milliards.

De ces chiffres il ne faudrait tout de même pas en déduire que les Jeux ne rapportent rien. Tout dépend à qui ! Pour toute une bourgeoisie locale, pour les patrons du bâtiment, des travaux publics, des transports ; pour les affairistes en tout genre l'occasion est belle de faire de juteux profits en puisant largement dans les caisses publiques, laissant les communes endettées pour des années. La formule n'est d'ailleurs pas très nouvelle. Comme bien souvent ce sont les Etats, les régions, ou les municipalités qui servent d'intermédiaires pour que de grosses affaires se réalisent. Les Jeux olympiques ne font pas exception.

Au bout du compte, ce seront les contribuables qui règleront la note. Ils auront eu les Jeux ou plutôt l'envers des Jeux qu'on leur fera payer par l'augmentation des impôts.

Les habitants de Barcelone pourront se consoler quelque peu puisqu'à l'occasion des JO, la municipalité a prévu des aménagements autoroutiers, des réseaux d'égouts supplémentaires ainsi que de nouvelles stations d'épuration, travaux qui resteront une fois la fête terminée. Et c'est là encore tout un symbole que de devoir attendre une telle manifestation pour que des aménagements d'intérêt collectif soient réalisés, d'abord pour ceux qui viendront passer deux semaines dans la capitale de la Catalogne et, en sous-produit pourrait-on dire, pour la population elle-même.

Parmi les entreprises qui se sont bien sucrées il faut citer la CGE Alsthom. Cette firme avait acheté la Maquinista, spécialisée dans l'industrie ferroviaire, pour un montant de 53 millions de francs. Quelques mois plus tard, les locaux et les terrains de l'entreprise espagnole ont été revendus par Alsthom onze fois la mise, soit 580 millions de francs. Il faut dire que les terrains sont situés en bordure du village olympique, un site où la spéculation immobilière a fait exploser le prix du mètre carré. Si la spéculation était une discipline olympique, Alsthom aurait sûrement droit à une place d'honneur sur le podium.

Inutile de dire qu'avec tout cela on est bien loin de l'idéal olympique – si tant est que celui-ci ait jamais existé – avec lequel on nous rebat pourtant les oreilles mais qui ne sert qu'à couvrir cette immense foire à faire de l'argent que sont les JO.

Les situations et les carrières de ceux qui président au soi-disant olympisme sont intéressantes, Le Comité International Olympique (CIO) est présidé par J.A. Samaranch, un ex-dignitaire franquiste. Autour de lui ou avec lui, 94 membres, tous cooptés, où se côtoient des présidents de fédérations internationales, des anciens ministres, des généraux, des ambassadeurs, un grand-duc, un cheikh et quelques têtes couronnées parmi lesquelles le prince Albert de Monaco ou la princesse Anne d'Angleterre. Le journal *Le Point* du 18 juillet rapporte le contenu d'un fichier établi par la ville de Berlin qui a posé sa candidature pour les JO de l'an 2000. Dans ce fichier sont répétoriés tous les membres du CIO. Aux dires de cette enquête, *"sur les 94 membres du CIO, sept seulement sont jugés totalement incorruptibles"*. Les autres sont tous plus ou moins à l'image de cet Américain, un proche de Samaranch, contraint à démissionner en septembre dernier pour avoir confondu ses propres intérêts avec ceux de l'olympisme ; d'avoir par exemple accepté 37 500 dollars pour favoriser la chaîne de télévision CNN ; d'avoir empoché 75 000 dollars des fédérations internationales de golf et de bowling pour accélérer leur reconnaissance auprès du CIO, etc. La vénalité de certains membres du CIO est telle que l'organisme lui-même a édicté le 8 mai dernier une directive en matière de limitation des dépenses. Ainsi, les membres du CIO ne pourront s'attarder plus de trois jours dans les villes candidates, avec au plus un accompagnant. Les cocktails, réceptions et autres promenades en yacht sont dorénavant interdits. Enfin les petits cadeaux ne devront en aucun cas excéder 200 dollars par personne.

Samaranch et son équipe ont fait disparaître le mot "amateur" de la charte olympique. On comprend mieux pourquoi : "amateurs", eux, ils ne le sont sûrement pas.

Georges LATTIER

Armée française

LES BIDASSES A L'ÉCOLE

A partir de septembre, 4 000 appelés du contingent pourront effectuer leur service national dans des villes et des établissements scolaires. Cette mesure s'inscrit dans le plan de "rénovation et de sécurité urbaine" adopté récemment par le gouvernement. 2 000 de ces appelés seront orientés vers des villes où ils joueront le rôle de bouche-trous dans diverses tâches d'administration, allant de l'animation de quartiers à... la prévention de la délinquance. Les 2 000 autres seront affectés dans les établissements scolaires, en particulier dans les ZEP (zones d'éducation prioritaire), comme surveillants supplémentaires. On se souvient que, suite à une série d'incidents violents qui s'étaient déroulés au cours de l'année scolaire dans certains collèges ou lycées de banlieue notamment, des enseignants s'étaient mobilisés pour réclamer au gouvernement un encadrement plus soutenu des élèves.

Une manière économique pour le gouvernement de combler les postes non pourvus dans l'Education nationale. Efficace ? C'est une autre affaire. Mais l'essentiel, pour des hommes comme Jack Lang, et autres Tapie, n'est pas de régler les problèmes, ni même d'améliorer les choses. Il s'agit de faire de la mousse et de jongler avec les "idées". Reconnaissons qu'ils sont champions dans le domaine.

Mais à défaut de changer les choses, cette mesure, si elle voit le jour, permettra à quelques jeunes appelés de ne pas rester enfermés dans les murs d'une caserne, sous les ordres directs de la hiérarchie militaire. C'est toujours ça !

utte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995